Protocole facultatif de la Cour permanente d'arbitrage sur l'examen des sentences

Tel qu'adopté par le Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage le 10 septembre 2024

Article premier : Champ d'application

1. Le présent Protocole s'applique aux procédures d'arbitrage uniquement si les parties sont convenues de l'application du présent Protocole.
2. Sous réserve du paragraphe 1, le présent Protocole peut s'appliquer à des procédures d'arbitrage en vertu de tout règlement d'arbitrage adopté par le Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, en vertu d'autres règlements d'arbitrage ou dans le cadre de procédures d'arbitrage *ad hoc*, lorsque ceux-ci sont compatibles avec le présent Protocole. Le présent Protocole peut s'appliquer à des procédures d'arbitrage, que celles-ci soient ou non administrées par le Bureau international de la Cour permanente d'arbitrage (ci-après le « Bureau international »).

Article 2 : Examen des sentences

1. Avant de signer toute sentence, le tribunal arbitral doit en soumettre le projet au Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage (ci-après dénommé « Secrétaire général »).
2. Le Secrétaire général peut prescrire des modifications de forme. Il peut, en respectant la liberté de décision du tribunal arbitral, attirer son attention sur les points intéressant le fond du litige.
3. Dans l'exercice de ces fonctions, le Secrétaire général peut demander un examen préliminaire de la sentence par le personnel du Bureau international et peut constituer un comité composé d'au moins trois personnes étrangères à l'affaire, choisies parmi les Membres de la Cour de la Cour permanente d'arbitrage, pour le conseiller.
4. Les communications entre le Secrétaire général, le tribunal arbitral, le Bureau international et tout comité des Membres de la Cour de la Cour permanente d'arbitrage en vertu du présent Protocole sont confidentielles.
5. Aucune sentence ne peut être rendue par le tribunal arbitral sans avoir été approuvée en la forme par le Secrétaire général.
6. Les parties renoncent, dans toute la mesure permise par la loi applicable, à toute action contre le Secrétaire général, les membres du Bureau international et les Membres de la Cour qui serait fondée sur un acte ou un manquement en relation avec ce Protocole.